

# Nouveau palais de justice de Lille : le ministère cherche à acheter un bâtiment supplémentaire

**JUSTICE.** Ce n'est plus vraiment un tabou : le futur palais de justice de Lille va être trop petit. À l'origine, la ville a vendu le terrain qui va accueillir le nouveau bâtiment à l'Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ). « On l'a vendu 1,3 million d'euros alors qu'on aurait pu le vendre 8 millions, se souvient Martine Aubry. On ne l'a pas fait que pour Lille, mais pour l'ensemble du territoire judiciaire. » Oui mais voilà, selon la maire de Lille, L'APIJ a pris le monopole des décisions concernant ce projet. « Sans jamais concerter personne. » Dès le départ, la ville aurait mis en garde l'APIJ en dénonçant un palais de justice trop petit. Dans un communiqué de presse, la Section lilloise du syndicat des avocats de France dit le dénoncer depuis 2019. Mais pourquoi le nouveau palais de justice est-il jugé trop petit, surtout si sa surface de plan-



Les travaux du nouveau palais de justice de Lille ont pris du retard, la maire estime que le palais actuel, avenue du Peuple-Belge, pourrait servir encore au moins deux ans. PHOTO BAZIZ CHIBANE

cher est de 24 200 m<sup>2</sup>, contre 20 000 m<sup>2</sup> pour l'actuel ? « Il prévoit des salles de jugement trop exigües, des trop petits espaces de travail pour magistrats et greffiers et une salle des avocats de taille réduite », assure le syndicat dans ce même communiqué.

## LES BÂTIMENTS DE L'IAE ?

« La personne en charge du projet à l'APIJ est partie à la retraite. Depuis, on travaille main dans la main avec l'agence, explique Martine Aubry. Comme tout le monde savait que le palais de justice était trop petit, ils sont venus nous voir pour nous acheter la Halle aux sucres. » Chose que la ville a refusée, en leur permettant néanmoins de louer l'espace nécessaire le temps des travaux. La ville a donc aidé l'APIJ à chercher un autre bâtiment. L'un des principaux critères étant la proximité. « On leur a proposé les bâti-

ments de l'IAE (une école de management). L'APIJ a visité les lieux et mesure actuellement le coût. »

L'APIJ doit maintenant donner une réponse à la ville de Lille, qui de son côté a acheté une partie du terrain du CHU pour y faire une voie de bus, vélo et voiture, en lien avec la métropole européenne de Lille. De plus, l'APIJ aurait annoncé qu'ils allaient avoir 6 mois à un an de retard sur les travaux. « Ils ont donc demandé au président du conseil départemental du Nord de rester plus longtemps dans le palais de justice actuel, indique Martine Aubry. Chose qui ne nous pose pas de problème car nous allons lancer dans quelques jours un appel à candidatures pour le rachat du bâtiment. » Selon l'élue, il faudra attendre encore au moins deux ans pour voir les magistrats, avocats et prévenus quitter l'actuel palais de justice. ■ CLÉMENT ROSSI